

DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN

COMMUNE DE
BATTENHEIM



REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



**SERVITUDES D'UTILITE
PUBLIQUE**

Les servitudes d'utilité publique applicables au territoire

SUP	Libellé	Texte fondateur	Effets de la servitude
A5	Canalisations publiques d'eau et d'assainissement		Servitude visant la possibilité pour une collectivité publique, un établissement public ou un concessionnaire de service public entreprenant des travaux d'établissement, - d'entretien ou de réparation de canalisation d'eau potable ou d'évacuation des eaux usées ou pluviales : - d'enfouir une canalisation sur une largeur fixée par arrêté préfectoral et sur une hauteur minimum de 0,60 mètre entre le haut de la canalisation et le niveau du sol - d'accéder à la canalisation et de gérer cette dernière - d'entretenir une bande de terrain au regard de la végétation présente pour qu'elle ne nuise pas à l'établissement ou l'entretien de la canalisation.
AR6	Abords des champs de tir	décision N°501935/DEF/SGA/DCSID/RLT/S DGP/BGP/SGAP du 29 mai 2015	Cette servitude crée une zone dangereuse dans laquelle le stationnement et la circulation dans les propriétés et sur les voies de circulation sont interdits pendant les tirs. Les jours et horaires sont affichés en mairie.
EL3	Halage et marchepied	Code général de la propriété des personnes publiques L.2131-2 à L.2131-3	Interdiction d'extraire des matériaux à moins de 11,70 mètres de la limite des berges
I4	Transport et distribution d'énergie électrique	Arrêté préfectoral du 13 février 1970	
I6	Exploitation des mines et carrières	Concessions Battenheim 1 et 2 Fernand 31 octobre 1907 Ruelisheim 20 octobre 1912	
PT2	Servitude de protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques	Décret IOCG0763540D du 14 septembre 2007 (faisceaux hertziens) Décret du 7 mars 1979 (Bâle Mulhouse Aéroport) Décret du 3 mars 1997 (Bâle Mulhouse Blotzheim)	Autour de chaque station émettrice ou réceptrice d'ondes radioélectriques, il peut être créé (code des postes et des communications électroniques R.21) : - une zone primaire de dégagement et - une zone secondaire de dégagement. Entre deux centres il peut être créé - une zone spéciale de dégagement. Il peut également être créé - une zone dite secteur de dégagement autour de certaines stations. Les constructions et obstacles situés dans la zone spéciale de dégagement doivent se trouver à 10m au-dessous de la ligne droite joignant les aériens d'émission et de réception, sans que la hauteur imposée à une construction puisse être inférieure à 25m. (code des postes et des communications électroniques R.23) Dans toute zone primaire, secondaire ou spéciale de dégagement, ainsi que dans tout secteur de dégagement, il est interdit, sauf autorisation de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède une cote fixée par décret. Dans la zone primaire de dégagement d'une station de sécurité aéronautique ou d'un centre radiogoniométrique, il est en outre interdit de créer ou de conserver tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquides de toute nature pouvant perturber le fonctionnement de cette installation ou de cette station. Dans la zone primaire de dégagement d'une station de sécurité aéronautique, il est également interdit de créer ou de conserver des excavations artificielles pouvant perturber le fonctionnement de cette station. (code des postes et des communications électroniques R.24)

PT1	Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique	Décret du 3 avril 1962	<p>Aux abords de tout centre de réception classé, il est institué une zone de protection radioélectrique. De plus, pour les centres de 1^{ère} et de 2^e catégories, il est institué, à l'intérieur de la zone de protection, une zone de garde radioélectrique. (code des postes et des communications électroniques R.28)</p> <p>Dans la zone de protection radioélectrique, il est interdit aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre.</p> <p>En outre, dans la zone de garde radioélectrique, il est interdit de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre ou d'apporter des modifications à ce matériel, sans l'autorisation du ministre dont les services exploitent le centre ou exercent la tutelle sur lui. (code des postes et des communications électroniques R.30)</p>
PT3	Servitude attachée aux réseaux de télécommunications		<p>Les exploitants de réseaux ouverts au public bénéficient de servitudes sur les propriétés privées en vue de permettre l'installation, l'exploitation et l'entretien des équipements du réseau, ainsi que pour permettre les opérations d'entretien des abords des réseaux telles que le débroussaillage, la coupe d'herbe, l'élagage et l'abattage (code des postes et des communications électroniques L.47 et L.48) :</p> <p>- sur les bâtiments d'habitation et sur et dans les parties des immeubles collectifs et des lotissements affectées à un usage commun, - sur le sol et dans le sous-sol des propriétés non bâties, - sur et au-dessus des propriétés privées. L'installation des ouvrages ne peut faire obstacle au droit des propriétaires ou copropriétaires de démolir, réparer, modifier ou clore leur propriété. Toutefois, ils doivent, au moins trois mois avant d'entreprendre des travaux de nature à affecter les ouvrages, prévenir le bénéficiaire de la servitude. (code des postes et des communications électroniques L.48)</p>
T7	Servitude aéronautique de dégagement hors des zones de dégagement	Arrêté interministériel du 27 juin 1990	<p>L'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense. Lorsque les installations en cause constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret. (code de l'aviation civile R.244-1)</p> <p>Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement (T5) est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent (arrêté du 31 juillet 1963) :</p> <p>a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;</p> <p>b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.</p> <p>L'altitude limite à ne pas dépasser pour les constructions ou obstacles est de 358 mètres NGF.</p>